



# COMITÉ TECHNIQUE LOCAL DU 23 JANVIER 2015

SYNDICAT NATIONAL FORCE OUVRIÈRE DGFIP - NOUVELLE-CALÉDONIE

Le Comité Technique Local (CTL) s'est réuni pendant deux heures trente le vendredi 23 janvier 2015 sous la présidence du Directeur, Pascal COEVOET, pour étudier les points suivants :

- suppression d'emplois 2015
- organisation de l'accueil à la DFiP
- ponts naturels 2015
- questions diverses

## Déclaration liminaire des élus Force Ouvrière

« Ce Comité Technique Local se tient aujourd'hui dans le cadre du nouveau mandat qui a nous a été confié par les agents de la DFiP de Nouvelle-Calédonie à l'issue des élections professionnelles du 4 décembre 2014.

Pour **FO-DGFIP**, il est de notre responsabilité de siéger aujourd'hui dans ce CTL consacré aux suppressions d'emplois 2015, pour y exprimer nos revendications et y dénoncer la politique menée depuis trop longtemps par l'Administration, une politique aveugle lourde de conséquences pour les agents et les services et suicidaire pour l'exercice de nos missions.

Cette année la DGFIP va subir une baisse de son budget de 2.2% et 1934 suppressions nettes d'emplois, coupes franches qui s'inscrivent directement dans le cadre du pacte de responsabilité prévoyant 50 milliards d'économie sur plusieurs années. Depuis sa création, la DGFIP aura perdu 13.354 emplois et les services doivent fonctionner avec des budgets en baisse constante.

Dans le même temps, les personnels subissent pour la 5ème année consécutive le gel de leur traitement et la diminution de 50% des possibilités de promotions.

Dans un tel contexte, l'application en 2015 de nouvelles suppressions d'emplois et de restrictions budgétaires qui aboutiront inmanquablement à amplifier encore la dégradation des conditions de travail, est absolument intolérable. L'inadéquation du volume des emplois face aux charges de travail s'aggrave. Les conséquences pour les agents vont être dramatiques, entraînant davantage de mal-être et des situations de burn-out.

Depuis déjà un certain temps **FO-DGFIP** a posé la question, restée sans réponse à ce jour, du niveau en dessous duquel il ne serait plus possible de continuer à supprimer des emplois sans renoncer à des pans entiers de missions. Aussi, en espérant avoir une réponse, nous vous demandons aujourd'hui quel est le seuil fatidique à ne pas dépasser en matière de suppressions d'emplois dans les services de la DFiP en Nouvelle-Calédonie pour permettre aux agents d'exercer l'ensemble de leurs missions dans des conditions de travail normales.

Concernant ce Comité Technique Local et la nouvelle suppression d'emploi qui va être infligée à la DFiP de Nouvelle-Calédonie, il ne relève pas de notre mandat de discuter du poste ou du service qui la supportera. Toutefois, en l'absence de communication de documents sur la méthodologie retenue, nous souhaitons avoir vos explications quant aux critères que vous avez utilisés pour supprimer un emploi à la Trésorerie des Centres Hospitaliers.

Enfin, nous tenons à revenir sur les élections professionnelles du 4 décembre 2014. Ce scrutin aura été marqué tout d'abord par un taux de participation remarquable de 93,5% en Nouvelle-Calédonie. En votant massivement pour les listes présentées par FORCE OUVRIERE, les électeurs ont voulu faire passer un message clair en renforçant le poids de l'organisation qui porte clairement les revendications des personnels.

Face à ce constat, la DGFIP devra écouter attentivement les revendications portées par les élus **FO-DGFIP** et y répondre. »

**Les élus Force Ouvrière**

**Effectifs 2015 :****Suppression : -1 emploi à la Trésorerie des Centres Hospitaliers**

Le Président a précisé que la baisse d'effectifs est générale, et que la réduction pour la Nouvelle-Calédonie, initialement de 2 emplois, a été ramenée à 1 emploi suite à son intervention auprès de la Direction Générale. Pour les élus **FO-DGFIP**, cette réponse n'est pas satisfaisante car nous sommes toujours dans une politique de suppression d'emplois. Les élus **FO-DGFIP** ont insisté sur les effets de plus en plus contraignants de la politique aveugle de réduction systématique des effectifs. Et si les actions de simplification engagées localement tentent de compenser les pertes d'emplois, la charge de travail ne diminue pas, voire augmente, dans des conditions de travail de plus en plus dégradées. En 2015, les services de la DGFIP en Nouvelle-Calédonie compteront 148 agents, soit le niveau d'effectifs de 1998 alors que la Nouvelle-Calédonie a connu depuis cette date une très forte croissance. Dans ce contexte, les élus Force Ouvrière ont demandé au Directeur combien de temps, à son avis, nos services parviendraient encore à assurer correctement leurs missions.

→ les élus Force Ouvrière ont voté «CONTRE»

**Organisation de l'accueil à la DFIP**

Par décision du Directeur<sup>1</sup>, la Direction des Finances Publiques de la Nouvelle-Calédonie dispose depuis le 12 janvier 2015 d'un accueil unique. Désormais, toute personne externe aux services ne peut pénétrer dans les locaux de la DFIP qu'en se présentant au guichet accueil positionné au rez-de-chaussée, face à l'entrée. Dans un contexte Vigipirate renforcé, l'accès à l'ascenseur interne est interdit à toute personne extérieure non accompagnée d'un agent de la DFIP.

Les élus **FO-DGFIP** se sont étonnés que le Président ne fasse pas état d'une circulaire<sup>2</sup> de la DGFIP concernant la mise en place d'un nouveau dispositif pour l'accueil du public consistant à mettre en place des amplitudes minimum de 24 heures par semaine pour les communes de plus de 10 000 habitants, et de 16 heures pour celle de moins de 10 000 habitants. Le Président a répondu qu'une réflexion locale sera engagée dès février 2015, en collaboration avec l'encadrement et les personnels. Pour **FO-DGFIP** ce dispositif ne réglera pas les problèmes liés aux conditions de travail des agents tant que les suppressions d'emplois perdureront.

**Ponts naturels 2015**

Par arrêté commun du 16 décembre 2015, le Haut-Commissaire et la Présidente du Gouvernement ont fixé la liste des jours chômés pour les services publics de la Nouvelle-Calédonie et les jours de fermeture pour les services de l'Etat pour l'année 2015. Le Président a proposé de suivre cet arrêté :

- ◆ vendredi 2 janvier 2015<sup>3</sup>
- ◆ vendredi 15 mai 2015
- ◆ vendredi 25 septembre 2015
- ◆ lundi 13 juillet 2015

→ les élus Force Ouvrière ont voté «POUR»

**Questions diverses**

Les élus **FO-DGFIP** ont fait remarquer au Président qu'il manquait toujours un CHS-CT (Comité d'Hygiène et Sécurité et des Conditions de Travail) en Nouvelle-Calédonie, et ont à nouveau réclamé sa création. Ils rédigeront dans les prochains jours une nouvelle demande qui sera transmise au Directeur Général.

Les élus **FO-DGFIP** ont demandé si le dossier du régime indemnitaire des évaluateurs France Domaine avait évolué. Le Président a indiqué n'avoir aucune information nouvelle sur ce sujet.

Les élus **FO-DGFIP** ont demandé que la prochaine CAPL statuant sur les demandes de mutation internes et les affectations des nouveaux arrivants au 1<sup>er</sup> mars 2015 soit réunie rapidement, pour que les agents soient informés au plus tôt et puissent ainsi organiser leur arrivée dans les meilleures conditions.

Sur la base des questions qui leur ont été posées lors de leurs visites (HMI) dans les postes et services, les élus **FO-DGFIP** ont demandé et obtenu que soient organisées des réunions d'information sur le thème des retraites.

Le Président a annoncé que le budget de fonctionnement 2015 sera débattu lors d'un prochain CTL, à l'occasion duquel un point sera fait sur les travaux de réfection et d'aménagement des postes et services.

**Les élus Force Ouvrière**

**Alain DELBAUVE – Henri DOVIL – Yannick LAHAUT – Véronique LAMPERTI – Julie ROLLAND**

1 Note NSI/2014/01 du 19 décembre 2014

2 Circulaire SRP 158/2014 / 2014/09/10269 du 22/10/2014 relative aux horaires de l'accueil physique (guichet) des structures locales accueillant du public

3 S'agissant d'un pont 2015, il sera décompté sur les congés de 2015.